

Quelques exemples de la place de la justice transitionnelle dans les situations de post conflit (1983 – 2013)

	Pays	Types de conflit	Sorties de conflit	CVR	Types de procès	Programme de réparations	DDR/RSS	Vetting (« lustration »)	Consolidation/re-fragilisation	
Europe	Ex-Yougoslavie	Ethno-nationaliste (1991-1999) – Bosnie-Herzégovine (1992-1995)	<i>Accords de Dayton</i> (1995) – gouvernance tripartite – intervention de l’OTAN au Kosovo (1999)		<i>Tribunal pénal international ad hoc (TPIY)</i> par résolution du Conseil de sécurité, en activité depuis 1993 – chambres mixtes (à Sarajevo) – procès locaux en Croatie, Bosnie et Serbie sous le contrôle du TPIY	Programmes de retour des réfugiés sous tutelle de l’UNHCR		Vetting de la police (sous l’autorité d’un bureau des Nations-Unies) et de l’appareil judiciaire	Procédure difficile d’intégration de ce pays à l’Union européenne - Manifestations contre la pauvreté et la corruption en Bosnie (fév. 2014)	
	Allemagne de l’Est	Idéologique avec spoliation, dénonciation et disparition forcées d’opposants politiques	Chute du mur de Berlin (1989) – Traité de réunification (1990)	Deux <i>Commissions Vérité</i> parlementaires (1992-1994)	Procès controversés en raison de la complicité étendue en ex-RDA	Restitution partielle des biens aux personnes et aux institutions (Eglises)		Vetting des anciens fonctionnaires de la RDA (2/3 ont conservé leur travail) – accès aux archives de la Stasi	Projet de commissions Vérité perçu comme imposé par la ex-RFA	
Afrique subsaharienne	Afrique du Sud	Lutte contre l’apartheid – Constitution intérimaire en 1993, définitive en 1996	Amnistie conditionnelle	<i>TRC</i> (1996-1998) – créée par la loi et présidée par Desmond Tutu, nommé par le Président Mandela	Nombre limité (amnistie confortée par la Cour constitutionnelle et étendue par le Président Mbeki)	Individuel, collectif (<i>Black Economic Empowerment</i>) et symbolique – cellule de suivi au Ministère de la justice à Pretoria	Réintégration négligée des ex-combattants contre l’apartheid – problèmes sociaux et économiques consécutifs à leur démobilisation	Vetting limité de l’appareil de justice via le droit interprété par la Cour constitutionnelle (créée sous la constitution intérimaire de 1993)	Réconciliation nationale. Séquelles et accès de violence. Parti politique dominant et émergence économique	
	Burundi	Conflit ethnique et politique	<i>Accords d’Arusha</i> (2000)	Projet en suspens	<i>Tribunal spécial national</i> en suspens				Le contexte demeure instable et la gouvernance démocratique fragile	
	Côte d’Ivoire	Conflit multidimensionnel (géographique, ethnique, religieux socio-économique et politique) avivé depuis le décès du Président Houphouët-Boigny en 1993	<i>Accords de Ouagadougou</i> (2007) et - victoire d’Alassane Ouattara à l’élection présidentielle – arrestation de Laurent Gbagbo (2011) -élections législatives (2011)	<i>Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation</i> (Rapport n°1 remis en 2013) – mandat prorogé d’un an	Justice nationale et <i>Cour pénale internationale (CPI)</i> saisie par l’Etat ivoirien (procès de Laurent Gbagbo et de Charles Blé Goudé ; discussion sur transfert de Simone Gbagbo)	Programme de cohésion sociale – problèmes de qualification (victime, viol) et de définition (torture) dans le code pénal	Mise en place d’une autorité spécifique pour le DDR (30.000 sur 75000 ex-combattants allégués ont été jusqu’ici réintégrés) ; soutien financier de l’UE – groupe de travail et avancées sur la RSS	Projet en matière de police – aucun s’agissant des autres administrations.	En voie de stabilisation bien que les ferments structurels demeurent (nationalité, question foncière, éleveurs/agriculteurs, chômage des jeunes). Les mentalités évoluent vers un traitement plus apaisé des conflits	
	Kenya	Crimes de masse lors des élections de 2007	Médiation de Kofi Annan	CVR établie en 2009 pour crimes commis entre 1963 et 2008 – Rapport final en attente	Cour pénale internationale				Vetting de tout l’appareil judiciaire (2012-2013) – commission de juges kenyans et d’autres pays africains	
	RDC	Conflit local et régional – présence des forces de l’ONU depuis 1999	<i>Accord de Sun City</i> (2002) - loi d’amnistie votée en 2005	Loi CVR adoptée en 2004 (la CVR n’a pratiquement pas fonctionné)	Cour pénale internationale	Programmes de réparations, notamment pour les victimes de violences sexuelles - soutien du HCDH et du Fonds de réparation pour les victimes de la CPI	Tentatives toujours en cours			
	Rwanda	Génocide (1994)	Victoire militaire du <i>Front patriotique rwandais</i> (1994)	<i>Gacaca</i> entre 2005 et 2012 (juridictions populaires traditionnelles jouant aussi le rôle d’instances de réconciliation)	Juridictions de droit commun - <i>Tribunal international pour le Rwanda</i> (1994, appels en instance) – compétence universelle de nombreux tribunaux nationaux	réparations sur base individuelle			Décollage économique et stabilisation politique	
	Sierra Leone	Guerre civile et ethnique – extension de celle du Liberia dont le Président fut Charles Taylor	<i>Accord de paix de Lomé</i> (1999) entre Etat et rebelles, avec assistance internationale	CVR (2002-2004) – Rapport final remis au Gouvernement et au Conseil de sécurité des Nations Unies	<i>Tribunal spécial pour la Sierra Leone</i> – condamne Charles Taylor pour ses crimes commis dans le pays	Réparations modestes – contribution des grandes compagnies minières et diamantaires appelées à fournir l’aide au développement	DDR (1998-2003) – soutien financier de la Banque mondiale		Demande de pardon du Président de la République à l’égard des femmes	
	Togo	Crise politique grave et durable -actes de violence et de	<i>Accord Cadre de Lomé</i> de 1999 entre les diverses forces politiques du pays – accord	<i>Commission Vérité, Justice et</i>		formulation d’un programme de réparations en 2012				

		vandalisme survenus avant, pendant et après l'élection présidentielle de 2005	politique global en 2006	<i>Réconciliation (CVJR)</i> , créée par décret en 2009 – Rapport final (2012) remis lors une cérémonie solennelle					
Monde arabe	Irak	Coup d'Etat et dictature de Saddam Hussein (1968)	Chute du régime en 2003 à la suite de la troisième guerre du Golfe - administration militaire (<i>Coalition Provisional Authority</i>), dirigée par le diplomate américain Paul Bremer-Autorité Provisoire de Coalition – adoption par référendum d'une nouvelle constitution en 2005		Procès locaux - <i>Tribunal Spécial Irakien</i> , tribunal d'exception (2003) – mélange de droit américain (procédure accusatoire) et de droit égyptien (inspiré du droit pénal français, inquisitoire). – Trois personnalités importantes furent condamnées et exécutées dont Saddam Hussein (2006)	Problème de corruption entravant la distribution des fonds – réparations individuelles et collectives en attente	Dissolution du parti Baas et démantèlement des forces armées et de l'administration (400.000 militaires et fonctionnaires) ordonnés par l'administrateur civil américain – procédure trop rapide et brutale - contre-effet sur la stabilité du pays (insurrection consécutive)		soulèvement sunnite
	Liban	Conflit religieux et régional – guerre entre 1975 et 1989 – attentats terroristes dont celui visant le Président de la République Hariri	<i>Accords interlibanais de Taëf</i> (1989). - loi d'amnistie tous les crimes politiques commis pendant le conflit (1991).		<i>Tribunal spécial pour le Liban</i> , portant seulement sur des faits relatifs à l'assassinat Président Hariri en 2005 – cette juridiction internationale est la première à juger par contumace	Mécanisme de reconnaissance, limité aux chrétiens et druzes			Assassinat Président Hariri en 2005 – bombardement par Israël en 2006 – interférence continue des puissances régionales dans els affaires libanaises
	Libye	Coup d'Etat (1969) et dictature de Mouammar Kadhafi	Emeutes et victoire des rebelles aidés par une coalition de l'OTAN (2011)	L'adoption d'une loi sur la justice transitionnelle toujours en suspens	Démarrage imminent des procès de 250 personnalités de l'ancien régime, dont deux fils de l'ancien dirigeant			Question non résolue de l'intégration des combattants «révolutionnaires » dans les forces de sécurité	
	Maroc	« Années de plomb » entre les années 1960 et 1990 sous Hassan II	Mort d'Hassan II (1999) et début du règne de Mohamed VI	<i>Instance Equité et Réconciliation (IER)</i>	Aucun procès	Libération et réhabilitation des prisonniers politiques – réparations individuelles et collectives (régions), matérielles (compensation partielle des dommages subis) et symboliques			Evolution vers une gouvernance démocratique
	Tunisie		Révolution de nature politique et sociale (2011)Chute du Président Ben Ali – troïka au pouvoir - début de constitutionnalisation de l'Etat	<i>Commission de la Vérité et de la Dignité en préparation</i> (faits commis de 1955 jusqu'au régime de Ben Ali)	Procès pendants contre Ben Ali et ses proches, mais la plupart des accusés sont en fuite à l'étranger	Réhabilitation des victimes et indemnisation en attente	Processus DDR prudent en raison d'un voisinage régional instable		Nouvelle constitution en janvier 2014 à la suite d'un processus constituant impliquant un large spectre politique – dialogue national
Asie	Afghanistan	Guerre civile (1992-1995) – pouvoir des talibans (1995-2001) – guerre contre terrorisme depuis l'intervention américaine (2001)			Aucun procès	Programmes de réparations - détournement des fonds et corruption	Importants programmes de DDR et de RSS		
	Cambodge	Conflit idéologique (1975-1979)			Chambres mixtes composées d'une majorité de magistrats cambodgiens	Les victimes peuvent se constituer parties civiles (une première en droit international des crimes de masse, largement influencé par les procédures de la <i>common law</i>)			30.000 personnes ont assisté aux audiences retransmises à la télévision, permettant d'amorcer un travail de mémoire – anciens Khmers rouges associés au pouvoir - élections
	Timor-Leste	Invasion et occupation indonésienne (1975) au sortir de la décolonisation portugaise (1974)	Référendum d'auto-détermination (1999) ; retrait des troupes indonésienne la même année, marqué par une vague d'atrocités et la destruction de 70% des bâtiments publics et services de base	Mise en place de la <i>Commission pour l'Accueil, la Vérité et la Réconciliation (CAVR)</i> , créée sous la pression de diverses ONG locales et	Tribunaux mixtes, et, à la fin des poursuites judiciaires, création d'une autre <i>Commission pour la Vérité et la Réconciliation</i> , imposée d'en haut, davantage au service d'intérêts politiques que de la société civile	Réparations selon un modèle traditionnel de réconciliation (<i>l'adat</i>), assorties de cérémonies	Mission parallèle de la CAVR de réintégration des réfugiés et anciens membres des milices – réticence des Nations Unies à former et à intégrer dans le secteur de la sécurité les anciens guérillas	Vetting de la police limité devant l'énorme tâche de faire face à l'insécurité – conflit interne ente les nouvelles recrues, qui ont participé à la guerre, et les officiers de police qui les réprimaient durant la guerre	Transition difficile : problème d'intériorisation de la pauvreté et de la victimisation ; problème d'une bonne gestion des ressources matérielles - Cycles de violence sporadiques

				internationales avec le soutien logistique des Nations Unies					
Amérique	Argentine	Coup d'état dirigé par une junte dirigé par des militaires (1976) -	Fin de la dictature (1983)	<i>Commission nationale sur la Disparition de Personnes</i> (1983)	Procès des généraux (1985) mais amnistie partielle (en 1989 et 1990) contestée par Cour suprême (2005)	Plusieurs lois de réparation au bénéfice notamment des enfants de parents détenus ou disparus		Vetting de la police, de l'armée et de la justice sous pression de la société civile (« impugnacions »)	
	Chili	Coup d'État (1973) et dictature du général Pinochet 1973	Fin de la dictature (1990)	CVR (1990-1991) – Rapport final controversé sur l'exactitude des faits	La question de la compétence universelle d'un tribunal anglais a ouvert le débat dans le pays	Assistance au retour des exilés, réforme agraire, programme de santé, pensions mensuelles, ...)			demande de pardon du Président de la République dans une émission télévisée à toute la nation (1991)
	Colombie	Décennies de conflit socio-politique, laissant des milliers de morts parmi les civils et des milliers de déportés et disparus		Réforme constitutionnelle prévoyant des mécanismes de justice transitionnelle (2012)		Loi sur les victimes et la restitution des terres (2011) pour tâcher de régler le problème de 3 millions de paysans qui ont été contraints d'abandonner leurs terres – question difficile en outre de l'achat en règle des terres par des groupes organisés en marge de la loi	Loi « Justice » et paix sur la démobilisation (2005) de 35.000 paramilitaires allégués	« <i>Human Rights Vetting</i> » de l'armée avec l'assistance des Etats-Unis (2004-2007)	Difficulté de délier les crimes de droits civils et politiques des crimes économiques qui sont étroitement imbriqués – menace d'un groupe paramilitaire d'« épuration sociale » des responsables et des groupes indigènes participant aux manifestations dont les terres ancestrales sont menacées (2013).